

DOC. DE LA SESSION No 112

*L'honorable M. Fielding à sir Hubert Jerningham.*

MINISTÈRE DES FINANCES,

OTTAWA, CANADA, 18 avril 1900

A Son Excellence,

Sir HUBERT E. H. JERNINGHAM, C.C.M.G.,  
Hôtel du gouvernement, Trinidad.

MONSIEUR,—En l'absence de l'honorable sir Richard Cartwright, ministre du Commerce, j'ai l'honneur d'accuser réception de la dépêche de Votre Excellence, en date du 3 courant, confirmant le télégramme du 2, concernant les récentes négociations au sujet des relations commerciales entre Trinidad et le Canada.

A propos de la déclaration de Votre Excellence que sir Richard Cartwright ne donna que le 24 mars la permission de soumettre les offres du Canada à la chambre de commerce, je désire attirer l'attention sur les dates des télégrammes se rattachant à ce sujet. Le 5 mars Votre Excellence télégraphiait :

“Il serait utile de pouvoir communiquer à la chambre de commerce, confidentiellement ou autrement.”

Le même jour, 5 mars, sir Richard Cartwright répondait :

“Aucune objection à ce que vous consultiez confidentiellement quelques personnes choisis.”

Le gouvernement canadien comprenait qu'une grande organisation commerciale comme une chambre de commerce pouvait difficilement être consultée “confidentiellement”, mais il n'avait pas d'objection à ce qu'un certain nombre de membres de ce corps fussent choisis pour aviser Votre Excellence sur la question des offres du Canada.

Je regrette que le gouvernement canadien ait mal compris les vues du gouvernement de Trinidad.

D'après la lettre des honorables messieurs McCarthy et Fenwick, datée du 29 janvier, Ottawa, et d'après les paroles mêmes de ces messieurs aux ministres canadiens qui ont eu le plaisir de les rencontrer, nous étions portés à croire que non seulement le gouvernement de Votre Excellence était libre de conclure un arrangement commercial avec le Canada, mais qu'il désirait aussi sérieusement la chose.

Il paraîtrait maintenant que nous étions sous une fausse impression, puisque quelques jours à peine après la visite des délégués à Ottawa, et après la date de leur lettre à sir Richard Cartwright, il a été conclu, à Washington, un arrangement qui, de l'avis de Votre Excellence, à raison de certaines procédures de la législature de Trinidad, procédures remontant au 24 novembre, créait envers les Etats-Unis d'Amérique une obligation morale mettant de côté la prise en considération des offres que notre gouvernement avait été invité à faire.

J'ai l'honneur d'être,

De Votre Excellence, l'obéissant serviteur,

W. S. FIELDING,

Ministre des Finances.